

Les problèmes d'approvisionnement en matières premières

Autor(en): **D'Ornano, Michel**

Objektyp: **Preface**

Zeitschrift: **Revue économique franco-suisse**

Band (Jahr): **55 (1975)**

Heft 2

PDF erstellt am: **21.06.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Les problèmes d'approvisionnement en matières premières



Pour les pays industrialisés comme la France et plus généralement les pays de l'Europe occidentale, une politique d'approvisionnement est une nécessité fondamentale pour le développement de leur économie et même tout simplement pour leur sécurité. En effet, la France est fortement dépendante des importations pour son approvisionnement en matières premières industrielles: par exemple, cette dépendance dépasse 50 % pour le secteur des matières minérales prises globalement, et encore faut-il noter que la majeure partie des ressources nationales provient du recyclage des matériaux.

Ces problèmes d'approvisionnement avaient de tout temps une dimension économique considérable, mais leur importance est apparue plus clairement à tous à la lumière des événements mondiaux de ces dernières années: je ne pense pas seulement au pétrole, car beaucoup d'autres matières premières ont connu des tensions et des hausses de prix très importantes en 1973-1974. De plus, les problèmes de matières premières ont pris une dimension politique nouvelle, dans le cadre du regroupement des pays du tiers monde derrière les objectifs de développement et d'indépendance économique.

Cependant, la répartition de la production et des échanges des principales matières premières montre que la ligne de partage des intérêts ne sépare pas deux blocs homogènes, car les principaux pays producteurs de matières premières ne sont pas, et de loin, des pays en voie de développement. D'autre part, il n'y a pas un modèle universel du marché des matières premières, sur lequel pourrait s'exercer la réflexion des économistes pour dégager des règles de portée générale: chaque marché a ses caractéristiques propres, dues à la structure de la production et du commerce, aux habitudes, et aux modes spécifiques de circulation des produits.

Je ne tirerai de ces constatations qu'une seule conclusion: il n'y a pas intrinsèquement opposition, mais de fait il existe une communauté d'intérêts entre tous les pays, quel que soit leur degré de développement, pour surmonter les difficultés relatives au fonctionnement de ces marchés. Notre tâche est d'arriver à une gestion optimale des ressources de notre planète, et par là d'assurer un équilibre mondial raisonnable pour tous.

Pour conclure, je rappellerai que le gouvernement français, tirant les conclusions de l'expérience récente, a décidé en janvier 1975 de prendre une série de mesures constituant une politique globale d'approvisionnement pour les matières minérales, qui permette à la fois d'assurer les positions de notre pays et d'apporter notre contribution au développement économique du monde. En effet, au delà des mesures nationales (mise en valeur des ressources naturelles françaises, récupération et recyclage, économies de matières premières, stocks de sécurité de l'État), nous avons décidé également de renouveler et de renforcer certaines modalités de notre coopération avec les pays producteurs du tiers monde, qui tiennent compte de la stratégie de développement de ces pays. Et nous continuons à préconiser, dans les enceintes internationales appropriées, des solutions pragmatiques pour l'organisation des marchés de matières premières, en vue d'éviter les fluctuations de cours excessives et d'assurer aux pays en voie de développement des ressources stables et équitables. Dans ce sens, un climat de concertation et un véritable dialogue international me paraissent plus nécessaires que jamais.

Y. L. Bureau